

FICHE THÉMATIQUE

Gagner la paix en Ukraine

Version du 11 décembre 2024

1. L'invasion de l'Ukraine

Suite aux manifestations de la place EuroMaïdan et au rapprochement entre l'Ukraine et l'Union Européenne, **la Russie a annexé la Crimée en février 2014**. Elle a soutenu directement les groupes séparatistes du Donbass (Donetsk et Louhansk). Le régime russe reconnaît désormais que les soldats sans insigne qui ont pris les bases militaires et les grands axes de la Crimée étaient des militaires russes. **Cette première étape de la guerre a fait 13 000 morts, dont plus de 3000 civils.**

Le 24 février 2022, **l'invasion de l'Ukraine transforme le conflit en la plus grande guerre en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale**. 200 000 soldats russes, des milliers de blindés et 2000 tanks entrent en Ukraine pour faire tomber le régime ukrainien en quelques jours. La résistance héroïque du peuple ukrainien et de son armée a repoussé l'offensive. Malgré tout, la Russie a gagné des régions et des villes.

En décembre 2023, cette guerre avait déjà fait au moins 315 000 morts [[estimation Etats-Unis](#)] et probablement le triple de blessés. 6 à 7 millions d'Ukrainien-nes ont fui le pays (ONU). Ce conflit est aussi le théâtre de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, principalement perpétrés par la Russie. Les massacres de centaines de civils à Boutcha [[New York Times](#)] ou à Borodianka [[LeMonde](#)] sont indescriptibles par leurs atrocités. La torture est encore généralisée à Marioupol. La déportation d'au moins 19 000 enfants enlevés et placés dans des "camps de rééducation" est largement documentée [[FranceTvInfo](#)]. La russification forcée des régions occupées également. Le 6 juin 2023, la destruction du barrage de Kakhovka par la Russie a été un désastre écologique, voire un écocide.

Cette guerre menace l'existence de l'Ukraine, mais également la sécurité européenne et mondiale. La menace nucléaire est régulièrement brandie par Vladimir Poutine. Le dictateur russe exerce son chantage sur l'approvisionnement mondial en céréales en tentant de bloquer les exportations de céréales et d'huile de tournesol ukrainiennes vers les pays du Sud. Les champs et les infrastructures agricoles ukrainiennes sont ciblées, mettant en danger la sécurité alimentaire mondiale.

Après avoir progressé très lentement, [manifestement au prix de lourdes pertes](#), **Moscou contrôlait environ 18% du territoire ukrainien en octobre 2024**. En mars 2022 - au plus fort de son avancée - elle en occupait un peu plus d'un quart.

En août 2024, **l'Ukraine a lancé une offensive dans la région russe de Kursk**, frontalière avec l'Ukraine. Elle a pris le contrôle d'un territoire de 1000 kilomètres carrés. La guerre se déplace en partie sur le territoire russe.

La Russie a des alliés puissants. Début septembre, l'Iran lui a livré des missiles balistiques. Depuis 2 ans, il l'approvisionne en drones Shahed. En conséquence, les États-Unis et l'Europe ont mis en garde l'Iran et ont préparé des sanctions. La Corée du Nord équipe aussi la Fédération de Russie en missiles et en soldats, que l'on retrouve en Ukraine. La Chine fournit quant à elle des composants entrant dans la production des missiles et drones que la Russie utilise contre les cibles civiles en Ukraine. Pékin exporte chaque mois pour plus de 300 millions de dollars de biens à double usage vers la Russie. Les échanges commerciaux entre la Chine et la Russie ont atteint le chiffre record de 240 milliards de dollars en 2023, soit une augmentation de plus de 64 % depuis 2021 - avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie - selon les chiffres officiels de la Chine ([BBC](#)).

2. Les réactions européennes et françaises

Sur le principe, **les condamnations politiques de l'invasion ont été quasi unanimes**, même si leur intensité et la lecture de la situation ont varié. Là où le pouvoir russe croyait pouvoir compter sur une division, les pays de l'Union Européenne se sont unis et ont réagi ensemble et rapidement sur les plans politique et diplomatique.

Malgré sa dépendance énergétique, l'UE a réussi à agir de manière forte et coordonnée :

- **Les États ont adopté 15 [paquets de sanctions](#) économiques contre les dirigeants russes et un certain nombre de produits (charbon, pétrole...).** Malgré les demandes répétées des parlementaires écologistes, la question de l'uranium n'a pas été abordée (importation par des pays d'Europe centrale, traitement des déchets français). L'UE a aussi gelé 21,5 M€ d'avoirs privés et 200 M€ de la Banque centrale russe, principalement déposés en Belgique chez Euroclear. Le droit international interdit la saisie d'un bien d'un État par un autre. La confiscation pourrait inquiéter des pays tiers comme la Chine et les pousser à ne plus placer leur argent en Europe. Certaines sanctions européennes sont contournées, comme l'achat de pétrole raffiné russe à l'Inde. La Turquie joue un rôle très important dans le contournement des sanctions, permettant à la Russie d'exporter par ses ports des céréales russes et ukrainiens des territoires occupés et de s'approvisionner auprès de la Turquie en composants à double usage fabriqués en Occident.
- **Le total des échanges mensuels entre l'UE et la Russie est tombé à 6,7 milliards d'euros en décembre 2023 contre 28,8 M€ en février 2022** [[Euractiv](#)]. Mais grâce à l'augmentation des prix de l'énergie, l'Europe a tout de même acheté pour 28 M€ d'énergies fossiles à la Russie au cours de l'année 2023. La France est l'un des premiers importateurs de GNL russe [[La Tribune](#)] et d'engrais fabriqué avec le gaz. Un tiers de l'urée (engrais azoté) importée est russe, alors que son empreinte carbone est 50% plus élevée que la production européenne. Les importations nettes de gaz russe ont diminué, mais

l'importation de GNL russe est [en augmentation](#), passant de 13,5 milliards de mètres cubes en 2021 à 17,8 en 2023.

- **L'Union européenne a apporté à l'Ukraine un soutien économique, humanitaire et militaire d'un montant de plus de 88 milliards € depuis 2022.** Ce montant est principalement dirigé vers l'aide humanitaire, la reconstruction et l'accueil de réfugiés. Il est notoirement insuffisant pour la partie militaire. Certains analystes évaluent à 170 Milliards € l'investissement nécessaire à une victoire [[Stéphane Audrand](#)]. En 2024, les Européens font face à un déficit de production industrielle et de stocks de munitions pour fournir l'Ukraine. Les Ukrainiens manquent d'obus de 155mm (norme OTAN), que les Européens sont incapables de fournir en quantités suffisantes. Le plan d'investissement ASAP a été lancé mi-2023 pour accroître les capacités de production et atteindre 1,4 millions d'obus d'ici fin 2024, sans succès à ce stade faute de mobilisation coordonnée à l'image de ce qui avait été fait pour la crise du Covid19.

Volodymyr Zelensky a toujours voulu combattre et résister. Dès le premier jour de l'invasion, il répondait aux Américains qui proposaient de l'exfiltrer : « J'ai besoin de munitions, pas d'un taxi ». Mais quel est le montant de l'aide ?

La France a insuffisamment aidé l'Ukraine. Au total, Paris aurait fourni à Kiev une aide militaire de 1,7 milliard d'euros en 2022 et de 2,1 milliards en 2023 ([Politico](#)). Emmanuel Macron a d'abord fait preuve d'une frilosité importante dans un soutien à l'Ukraine susceptible "d'humilier" la Russie, avant de refuser de fournir certains équipement à l'image des chars Leclerc. L'Allemagne aurait quant à elle dépensé 17,7M€ et le Danemark 8,4M€.

Cette aide européenne n'est pas à la hauteur d'une victoire ukrainienne. Elle a certes permis à l'Ukraine de ne pas perdre la guerre, mais, au niveau et avec les délais actuels, elle ne lui permet pas de la gagner.

Un accord bilatéral signé entre la France et l'Ukraine en février promettait une aide de 3 milliards d'euros pour 2024, notamment grâce à l'utilisation d'avoirs russes gelés. Le ministre des Armées Sébastien Lecornu a annoncé que ce montant n'atteindrait finalement que 2 milliards d'euros en raison des contraintes qui pèsent sur le budget du pays ([Politico](#)).

Nous subissons les conséquences de l'absence d'une réelle Politique de Défense et de Sécurité Européenne commune et d'un manque d'anticipation sur les risques stratégiques. La dissuasion actuelle (militaire et économique) n'a pas suffi à empêcher que Vladimir Poutine envahisse l'Ukraine et menace d'autres pays.

Le 14 décembre 2023, le Conseil européen a adopté l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Ukraine à l'unanimité (en l'absence de Viktor Orbàn). Une facilité financière en cours de négociation permettrait de verser 50 milliards€ entre 2024 et 2026 dans le cadre de la procédure de pré-adhésion.

La récente élection de Donald Trump à la tête des États-Unis ajoute de l'incertitude autour des issues possibles à ce conflit. Le Président américain se vante en effet des bonnes relations qu'il entretient avec Vladimir Poutine et a vertement critiqué le soutien de Joe Biden à l'Ukraine. En même temps, il reste évasif par rapport à la méthode qu'il emploierait pour réaliser sa fameuse promesse de "mettre fin à la guerre en 24 heures". Son administration semblerait s'orienter vers l'option consistant à acter la cession de la Crimée et du Donbass à la Russie, tout en bloquant l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

3. Notre ligne politique

Depuis le début du conflit en 2014, les Écologistes ont toujours été aux côtés du peuple ukrainien et des dissidents russes face à la dictature de Vladimir Poutine. Il n'y aura pas de paix et de sécurité européenne tant que planera la menace d'un impérialisme russe. Cette guerre déclenchée par la Russie menace l'intégrité européenne, son développement et ses valeurs. La Finlande, les pays Baltes et la Pologne partagent une frontière avec la Russie et vivent directement sous sa menace. Les pays d'Europe centrale et orientale ont encore le souvenir de la domination soviétique. C'est notre cohésion toute entière qui est en danger, car l'article 42 du Traité de Lisbonne prévoit une clause de défense mutuelle.

La France doit exiger le retrait total des troupes russes de l'intégralité du territoire ukrainien (incluant le Donbass et la Crimée), le paiement par la Russie de la réparation des destructions, le retour des populations déportées, la réparation des destructions et le jugement des crimes de guerre par la Cour Pénale internationale ou d'autres tribunaux spéciaux (notamment pour les écocides, à l'image de la destruction du barrage hydroélectrique de Kakhovka le 6 juin 2023, dans le contexte de la campagne du Dnipro de l'invasion russe).

La France et l'Union Européenne doivent se tenir aux côtés de l'Ukraine jusqu'à sa victoire afin que les négociations se fassent sur la base du droit international et non d'une extorsion territoriale obtenue par la force militaire. Elles doivent être à la table des négociations avec l'Ukraine et s'opposer à un règlement qui se ferait dans leur dos par la Russie de Poutine et les Etats-Unis de Trump. A long terme, seules de véritables politiques de transition développeront notre souveraineté face à une Russie impérialiste (alimentation, engrais, gaz, uranium, énergies fossiles...).

4. Les explications

La cause de la guerre. En éliminant contre-pouvoirs et dissidents comme Anna Politkovskaïa ou Alexeï Navalny, en profitant d'une économie prédatrice libéralisée dans les années 1990 au profit de quelques oligarques, Poutine a imposé sa tyrannie.

Poutine est porté par l'idée que la Russie et l'Ukraine sont un même peuple, ce qui nie leur autonomie historique [[Mykola Riabchuk](#)]. Ce serait une erreur fabriquée par les bolchéviques (article de Poutine publié en juillet 2021). Pour lui, le Président Zélinesky est un "néonazi", un "drogué" et un "déviant sexuel". Dans une vision conspirationniste, la Russie aurait été menacée par un "Occident" incarné par l'OTAN, dont l'élargissement aurait été imposé par les États-Unis. Or, les décisions d'élargissement sont prises au consensus des pays membres et en accord avec la Russie jusqu'en 2007 [[AFP](#)]. Il existait même un Conseil OTAN-Russie, qui s'est réuni très régulièrement de 2002 à 2022 [[Otan-Russie](#)].

D'autres personnes, y compris dans le camp progressiste, considèrent que la Russie de Vladimir Poutine aurait été "humiliée" ou "provoquée". En réalité, l'entrée de la Russie au sein de l'OMC et du FMI a été facilitée et Poutine a été reçu avec les honneurs jusqu'aux ors de Versailles en mai 2017. Le discours de l'humiliation est celui de la Russie elle-même [[Olivier](#)

[Schmitt](#)] qui cherche à justifier sa guerre coloniale [[Thomas Gomart](#)]. En décembre 2021, la Russie présentait sur le mode de l'ultimatum aux Etats-Unis et à l'OTAN deux traités de sécurité. L'un visait à s'opposer à la mise en œuvre de la garantie de défense dont bénéficient les pays ex-communistes membres de l'OTAN. L'autre cherchait à interdire à tout nouveau pays de rejoindre l'OTAN (donc la Suède et la Finlande).

L'idée s'est imposée que l'Europe ne réagirait pas à des interventions militaires (Tchéchénie en 1999, Géorgie en 2008, Syrie en 2011, Crimée en 2014) parce qu'on a laissé faire Poutine et qu'il a su réprimer par la propagande et la violence d'autres visions du monde. Par peur de l'escalade, la communauté internationale a été conciliante et a toujours privilégié des "négociations" qui ont permis à Poutine d'avancer sur le terrain ou de préparer la prochaine guerre. La Russie de Poutine aurait besoin de 3 à 5 ans pour reconstituer une armée offensive et son industrie d'armement [[Guillaume Ancel](#)], ce qui lui permettrait de continuer son expansion territoriale vers des pays européens ex-soviétiques. Pour négocier, il faut un partenaire qui tiendra parole sur un accord de paix. Poutine n'envisage clairement pas la paix durable sans « démilitarisation » de l'Europe de l'Est. Il est seulement prêt à négocier un cessez-le-feu, consacrant ses conquêtes militaires et lui permettant de renouveler ses forces militaires pour les projeter plus loin encore dans un avenir proche.

Si Vladimir Poutine incarne un système d'oppression et de prédation dans son propre pays, il ne peut expliquer à lui seul la mobilisation de centaines de milliers de Russes dans une économie de guerre, le soutien de l'Église orthodoxe et de larges pans de la population. Il faut comprendre la manière dont la Russie a basculé dans un modèle autocratique, de prébendes et de propagande qui cherche à absorber l'Ukraine.

Notre position pour la paix. Comment expliquer que nous acceptions de livrer des armes tout en défendant la paix ? La paix n'est pas un état amorphe où il ne se passe rien. C'est une condition exigeante de notre vivre ensemble structuré par le respect des droits fondamentaux au sein d'institutions. C'est une situation qui s'oppose au bellicisme et à la loi du plus fort qui peut demeurer lors d'une trêve entre deux guerres. La paix n'est ni un dû, ni une donnée, c'est une conquête face aux périls du monde. Nous ne sommes pas de ceux qui, béats et satisfaits, appellent au cessez-le-feu quoi qu'il arrive. Nous savons qu'il faut arrêter l'impérialisme par tous les moyens économiques, diplomatiques mais aussi militaires. Car un cessez-le-feu n'est pas la paix. Il peut permettre de se réarmer et de préparer la guerre suivante. Poutine ouvre des négociations qui n'aboutissent jamais - Géorgie en 2008, format Normandie (UKR-FR-ALL-RU) sur le Donbass, etc. - et qui empêchent la livraison d'armes pendant que lui préparait l'invasion suivante. Serions-nous assez naïf-ves pour recommencer en lui laissant le champ libre pour une victoire future ?

Une intervention militaire peut et doit se faire dans le respect du droit international : l'article 51 de la Charte des Nations Unies prévoit un droit des États à recourir à la force pour se défendre contre une agression armée. Comme l'ensemble des pays européens, nous ne souhaitons pas entrer dans une confrontation directe et ne prôtons pas l'envoi de soldats français sur le front russe. Nous devons soutenir et défendre la souveraineté de l'Ukraine et son intégrité territoriale. Comme Écologistes, nous savons qu'il n'y a pas de paix sans liberté ni justice, mais il n'y a pas non plus de paix sans dissuasion militaire (qui peut prendre bien d'autres formes que la dissuasion nucléaire). Car nous ne désignons pas nos adversaires et

leurs intentions prédatrices. Il faut donc qu'ils aient plus à perdre qu'à gagner dans une guerre. Et cette dissuasion ne peut pas se passer d'une dimension militaire proportionnée, comme elle ne peut se passer de soutiens dans les pays qui portent les valeurs de démocratie et de respect des droits fondamentaux (syndicalistes, écologistes, féministes, etc.).

Une priorité environnementale. Les menaces environnementales et géopolitiques se superposent plus qu'elles ne s'opposent. Ni Poutine, ni Zelensky ne sont des écologistes. Une défaite de l'Ukraine mettrait en danger les politiques climatiques et de protection de la biodiversité que nous défendons en Europe. Cela nous oblige à être vigilant-es sur le type de politiques mis en place pour préparer l'après-guerre et au service de qui elles se font. Et cela nous encourage à exiger dès maintenant la fin des importations d'uranium russe dans toutes ses formes [[Greenpeace](#)].

Notre cohésion. La Russie est consciente que l'une des principales failles de l'Ukraine est liée au risque d'érosion du soutien dont elle bénéficie au sein des opinions publiques européennes et occidentales. La stratégie d'influence russe vise à saper le soutien au peuple ukrainien en relativisant les crimes de guerre russes, en présentant les victimes en coupables ou en polarisant l'opinion publique par un soutien discret aux opposants au conflit. L'extrême droite européenne participe activement aux efforts russes de désinformation des citoyens de l'UE. Des opérations de déstabilisation sont menées à l'étranger pour polariser l'opinion publique, comme les étoiles de David à Paris [[RadioFrance](#)]. Nous contestons les relais pro-Poutine qui occupent à longueur de plateau des chaînes d'informations en reprenant des éléments de langage qui présentent l'invasion comme un "conflit de frontière".

L'intégration de l'Ukraine dans l'UE. Légitime sur le principe, le processus de préadhésion peut poser problème à long terme aux paysanneries européennes. La puissance de l'agriculture ukrainienne dirigée en grande partie par des multinationales ou détenue par des oligarques fait peser un danger social et environnemental sur les politiques de solidarité européenne. Les exportations de céréales vers les pays du Sud au détriment d'agricultures vivrières doivent également être remises en cause. Il faut que les négociations d'adhésion fassent évoluer nos modèles de développement pour respecter les limites planétaires et viser l'égalité sociale [[article sur la réforme foncière](#) en Ukraine]. Il faut intégrer des conditions sociales et environnementales à la reconstruction de l'Ukraine contre la casse sociale en cours [[Mediapart](#)].

5. Les positions politiques des autres partis

Nos divergences avec Emmanuel Macron. La position des Écologistes se distingue de celle du Président de la République par deux aspects : d'une part, ses actes ne sont pas à la hauteur de ce qu'il prétend et, d'autre part, son discours est belliciste et va-t-en-guerre. La posture viriliste et le mépris d'Emmanuel Macron pour le débat parlementaire (nous défendons un contrôle parlementaire des ventes d'armes françaises à l'étranger) le pousse à des positions provocatrices, comme celle d'envoyer des troupes en Ukraine alors que ce n'est pas du tout la demande de cet État. Il le fait de manière non-concertée avec les autres États

européens ou membres de l'OTAN. Fasciné par sa propre personne, il a cru pouvoir influencer Vladimir Poutine avant de réaliser qu'il n'en n'était rien. Il ferait mieux de se concentrer sur l'envoi massive de munitions pour que les Ukrainiens puissent continuer de résister à l'invasion, protéger leur ciel des attaques régulières des missiles et renverser le rapport de force sur le front.

Notre antagonisme avec le Rassemblement National. Marine Le Pen a reconnu le référendum sur la Crimée de 2014, obtenu des prêts russes pour son parti politique, soutenu l'intervention russe en Syrie et s'est opposée aux sanctions économiques après l'invasion de 2022. Son ambiguïté actuelle la pousse à des discours condamnant mollement l'invasion de l'Ukraine tout en s'opposant aux livraisons d'armes. Ce positionnement idéologique de l'extrême-droite rejoint celui de Donald Trump qui ne voit pas le problème avec Vladimir Poutine et qui constitue l'autre extrémité du danger de la période actuelle, ainsi que les affinités de Viktor Orban avec le régime de Poutine.

Nos divergences avec Jean-Luc Mélenchon. Jean-Luc Mélenchon a écrit et répété que pour lui "la Crimée est russe" [[Le Monde](#)]. Cela contredit les résolutions de l'ONU, le principe d'intangibilité des frontières et de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, même s'il propose un référendum sur l'avenir de la péninsule. Il était également contre le fait que "l'Union Européenne ait décidé de fournir des armements nécessaires à une guerre" (1er mars 2022). Depuis, il se fait silencieux sur cette question. Au nom d'une doctrine du non-alignement, il accepte la vision d'une Russie humiliée qui ne ferait que défendre ses intérêts sans reconnaître la menace existentielle pour les intégrités territoriale et politique ukrainienne comme européenne. Il propose aussi une négociation portant sur les frontières [[Blog de JLM](#)], ce qui remettrait en cause le principe d'intangibilité des frontières européennes qui ne peuvent être changées que par le consentement des États et des populations et non par la force (accords d'Helsinki puis Charte de Paris 1990). Vladimir Poutine n'a pas évoqué un problème de frontière, il a envahi un pays souverain pour le soumettre à un joug colonial. On ne peut légitimer une telle agression. Encore moins en proposant de discuter l'abandon de territoires ukrainiens.

6. Nos propositions

- **Cesser d'alimenter la machine de guerre russe** en renforçant le régime des sanctions économiques, en interdisant les exportations vers les pays qui réexportent vers la Russie, en arrêtant totalement les importations énergétiques russes (GNL, uranium enrichi) et en obligeant les entreprises françaises comme TotalEnergies à sortir du pays.

→ **Augmenter immédiatement l'achat et l'envoi de munitions et d'armes** d'origine européenne ou internationale pour soutenir l'armée ukrainienne (notamment des chars Leclerc et des avions de chasse Mistral). L'armée ukrainienne a aujourd'hui 3 à 4000 obus par jour, contre 10 000 pour les Russes. Macron a promis 3000 obus par mois. L'effort de production industrielle n'est pas à la hauteur. Utiliser les 300 milliards d'euros d'avoirs russes gelés au profit de l'effort de guerre et d'une reconstruction durable (au double sens du terme) de l'Ukraine.

→ **Lutter fermement contre les stratégies d'influence russe** pour diviser les opinions publiques européennes. Notre cohésion et notre cohérence sont des facteurs déterminants pour la victoire. Nous devons à la fois soutenir une presse libre et indépendante et mieux coordonner la task force européenne pour lutter contre la désinformation avec l'action des États membres.

→ **Accompagner la base industrielle et technologique de défense (BITD) européenne avec des fonds publics** pour fournir les munitions et les armements dont l'Ukraine a besoin dans la durée. Cette production doit être installée sur le territoire européen et être financée par des ressources fiscales propres (non par la redirection des budgets consacrés aux politiques sociales et climatiques). À moyen terme, il faut une stratégie d'intégration de l'Ukraine qui préserve les paysanneries européennes (cf supra).

→ **Soutenir les militantes et les militants de la Fédération de Russie** qui luttent sur place ou en exil. Nous devons soutenir les partisans courageux d'Alexei Navalny, les défenseurs des droits humains (Oleg Orlov...), les militants progressistes (Boris Kagarlitsky...), les féministes (réseau FAS), les écologistes et les défenseurs des minorités nationales.

→ **Ouvrer à la reconnaissance des écocides parmi les crimes commis par les troupes russes en Ukraine**, afin d'exiger des compensations et des réparations devant la justice internationale. La Russie doit être condamnée à réparer les dommages commis et à dépolluer les territoires dévastés par son agression.

Chiffres clés sur l'Ukraine

- Population : 44 millions d'habitants
- Superficie : 600 000 km² dont 112 000km² occupés par l'armée russe (mars 2024)
- Morts liés à l'invasion en Ukraine : 120 000 morts russes et 70 000 morts ukrainiens (date 31 août 2023. Source wikipedia)

Ressources utiles

- [Motion sur l'invasion en Ukraine](#) et motion sur l'[Europe de la défense](#) adoptées par le Conseil Fédéral du 5 octobre 2022
- Descriptions des [sanctions de l'UE contre la Russie](#)

Dates clés

- **1954.** La Crimée est cédée à l'Ukraine par Khrouchtchev
- **1991.** Indépendance de l'Ukraine après la chute de l'empire soviétique. 82% de la flotte demeure sous pavillon russe à Sébastopol par un système de bail (-> 2042)
- **1999.** Accession au pouvoir de Vladimir Poutine
- **2004.** Révolution orange en Ukraine suite aux résultats de l'élection présidentielle ukrainienne qui donnait la victoire de Ianoukovytch (soutenu par Poutine). Suite à des manifestations, la Cour Suprême annule les résultats. Le nouveau scrutin donne la victoire à Iouchtchenko.
- **2013.** Crise financière alors que l'accord d'association avec l'UE est finalisé. Poutine propose une importante réduction des prix du gaz et le rachat de 15 milliards \$ de dette souveraine contre le renoncement à l'accord.
- **2014.** Les manifestations de l'Euromaïdan aboutissent à la fuite et à la destitution du président Ianoukovytch élu en 2010. En mars, la Crimée est annexée par la Russie. L'Assemblée Générale de l'ONU condamne ce rattachement. En avril, déclenchement de la guerre du Donbass qui oppose l'Ukraine aux séparatistes pro-russes et à la Russie.
- **2015.** Les accords de Minsk II gèlent le conflit et l'occupation du Donbass. Un accord pour évoluer vers un fédéralisme et une autonomie en matière de justice et de police n'est pas mis en oeuvre.
- **2022.** Invasion militaire de l'Ukraine par les troupes militaires russes qui se soldent par une défaite dans la majorité du pays mais une occupation de l'oblast de Donetsk et de Zaporijia.
- **2023.** Échec de la contre-offensive ukrainienne menée durant l'été